On vous a menti ! La défense et la sécurité fonctionnent mieux sans l’OTAN.

Larry Johnson, Steve Jermy, Sakari Linden et Levan Nikoleishvili expliquent pourquoi l’OTAN est une mauvaise idée pour ceux qui se retrouvent entre les grandes puissances. Ils examinent l’expérience de la Finlande au sein de l’OTAN, les engagements constitutionnels de la Géorgie, la neutralité armée et la résilience nationale. Une intervention enregistrée de Ristian Atriandi Supriyanto apporte des enseignements tirés de l’Indonésie et de l’Asie du Sud-Est. Enregistrée lors du Forum de Tbilissi sur la neutralité le 5 novembre 2026, la discussion relie l’indépendance stratégique à des choix politiques concrets. Liens du débat : Forum de Tbilissi sur la neutralité — programme et intervenants : https://tfn.ge Liens de Neutrality Studies : Substack de Neutrality Studies : https://pascallottaz. substack.com Soutenir Neutrality Studies : https://neutralitystudies.com/donate Boutique de Neutrality Studies : https://neutralitystudies.com/shop Chapitres 00:00 Présentations : alliances et choix stratégiques de la Géorgie 05:15 Steve Jermy : la sécurité énergétique dans un monde multipolaire 12:50 Larry Johnson : l’indépendance financière et les BRICS 20:04 Sakari Linden : l’ expérience de la Finlande au sein de l’OTAN 26:15 Les aspirations de la Géorgie à rejoindre l’OTAN et l’article 78 32:52 La neutralité peut-elle protéger un petit État ? 46:36 Neutralité armée, résilience nationale et sécurité économique 55:24 Ristian Atriandi Supriyanto : les enseignements de l’Indonésie

#Moderator

Bonjour à toutes et à tous. Merci beaucoup d’être revenus après le déjeuner. C’est toujours assez difficile de reprendre après le déjeuner. Je m’appelle Giorgi Grimradze. Je suis ravi d’animer cette table ronde, qui promet, je pense, une discussion très intéressante et passionnante aujourd’hui. Comme on m’a présenté en géorgien, je vais vous traduire cette présentation. Je dirige le service d’ analyse du diffuseur public, ici à Tbilissi. Je suis politologue et théologien, et j’ai le plaisir d’animer cette table ronde. Permettez-moi donc de vous présenter également nos intervenants. Je vais commencer de ce côté-ci. Monsieur Sakari Linden, merci beaucoup d’être parmi nous.

Une personnalité politique finlandaise, analyste politique, journaliste et ancienne conseillère politique auprès du Parlement européen. Ensuite, nous avons Levan Nikolaïevitch, qui représente notre pays, docteur en sciences politiques, professeur, colonel à la retraite, ancien chef d’état-major général des forces armées géorgiennes, vice-ministre de la Défense et directeur du département de la Défense au secrétariat du Conseil national de sécurité. Merci beaucoup d’être avec nous. Ensuite, Larry Johnson. Merci beaucoup, Monsieur Johnson, d’être avec nous. Analyste géopolitique, ancien officier de renseignement et analyste à la CIA. Ça fait peur. Comme vous le savez peut-être, les Russes ont un dicton : on n’est jamais un ancien du KGB. Alors, merci beaucoup. Merci beaucoup d’être avec nous.

Et Larry Johnson est également un ancien responsable de la lutte antiterroriste au département d'État américain. Nous accueillons aussi Steve Jermy, commodore à la retraite de la Royal Navy. Merci beaucoup, Monsieur Jermy, d'être avec nous. Il est analyste stratégique et auteur, spécialiste de la géopolitique, de la stratégie maritime et de la sécurité énergétique. Je voudrais vous présenter notre cinquième intervenant, qui participera à notre table ronde et s'adressera à notre conférence à distance. Il s'agit de Ristian Atriandi Supriyanto, originaire d'Indonésie, doctorant au Centre d'études stratégiques et de défense de l'Université nationale australienne, et enseignant au département de relations internationales de l'Université d'Indonésie.

Je vous remercie sincèrement, Monsieur Supriyanto. Malheureusement, il n'a pas pu être présent parmi nous, mais nous lui avons envoyé nos questions, et il a eu la gentillesse d'y répondre. Nous vous présenterons sa réponse à la fin de notre table ronde. Alors, messieurs, tout d'abord, encore une fois, merci beaucoup d'être avec nous. Merci beaucoup d'être venus dans notre pays. Vous êtes ici les bienvenus, car nous abordons aujourd'hui une question très importante pour notre pays. Et surtout, comme cela a été souligné lors de la précédente table ronde aujourd'hui, c'est la première fois, dans ce pays, que nous envisageons la neutralité comme une option.

Parce que, comme vous le savez peut-être, l'article soixante-dix-huit de notre Constitution nous oriente vers l'Union européenne et l'OTAN. D'une certaine manière, cela interdit constitutionnellement toute discussion sur nos aspirations à rejoindre l'Alliance atlantique. Mais quoi qu'il en soit, il est vraiment important de discuter aussi de la pertinence, dans le monde actuel, d'un tel article dans la Constitution. D'autre part, j'aimerais centrer notre discussion sur le conflit ukrainien, qui est, à certains égards, un conflit entre la neutralité et l'appartenance à une alliance militaire. C'est donc aussi un cadre très important pour discuter de l'architecture de défense et de sécurité, d'un côté, et de la neutralité, de l'autre.

Alors, commodore Jeremy, permettez-moi de commencer par vous. Ma première question porte sur la situation à laquelle nous sommes confrontés, le conflit en Ukraine et l'évolution de l'ordre mondial : nous passons d'un monde unipolaire à… je ne sais quoi, puisque personne ne peut dire aujourd'hui à quoi pourrait ressembler le nouvel ordre mondial dans dix ans. Nous vivons une période de transition. Ma première question est donc la suivante : dans cette période de transition, dans quelle mesure est-il encore pertinent d'appartenir à une alliance militaire, quelle qu'elle soit ? Dans quelle mesure l'OTAN peut-elle encore être attractive, par exemple, pour de petits pays comme la Géorgie ? La Finlande est devenue membre de l'OTAN, par exemple. Nous en discuterons avec monsieur Linden. Alors, je vous en prie.

#Speaker 1

Merci, George, et merci aussi à Tbilissi de m'accueillir. Je suis venu ici en mai de cette année, et j'ai avec moi mon carnet de Tbilissi, dont je suis très fier. Merci. Si vous me le permettez, je commencerai par vous présenter brièvement ma vision de la situation.

#Moderator

Vous avez parlé de multipolarité.

#Speaker 1

Et certains disent que c'est vers ce monde-là qu'on se dirige. Je pense que c'est faux. On y est déjà. Nous sommes dans un monde multipolaire, et l'Occident a du mal à le comprendre. Mais ce n'est que le premier niveau, parce que, plus en profondeur, il y a deux autres niveaux qui comptent. Et ils comptent pour répondre à votre question. Le deuxième niveau, c'est l'économie. Et ce qu'on observe aussi dans le monde, c'est quelque chose de plus subtil : une différence entre, d'un côté, le capitalisme financier, que pratique l'Occident et qui se traduit par la désindustrialisation, et, de l' autre, le capitalisme industriel, que pratiquent notamment la Chine et la Russie. Et de ces deux modèles, je pense que c'est le capitalisme industriel qui l'emporte. Mais le dernier niveau — et vous ne vous attendiez tout de même pas à ce que je ne parle pas d'énergie —, c'est l'énergie.

Et dans votre situation, il est important de comprendre les enjeux énergétiques. L'énergie est essentielle à tout. Et nous passons d'un monde où l'énergie était bon marché, abondante, de grande qualité, et disponible en quantités importantes et croissantes, à un monde où il y en a moins, où elle est rare, chère et de moindre qualité. Donc, à mes yeux, vos relations essentielles sont d'abord celles avec l'Azerbaïdjan, qui vous fournit quarante pour cent de votre énergie, puis celles avec la Russie. Dans ce contexte, c'est, selon moi, la carte qui devrait vous servir à naviguer. Je serais prudent vis-à-vis de l'OTAN. J'ai servi dans une formation de l'OTAN, et nous plaisantions en disant que ses initiales signifiaient « Organisation Totalement inApte à s'orgaNiser ». Et je crains que l' OTAN ne soit pas cette grande et puissante coalition qu'on imagine. J'étais en Afghanistan, et en Afghanistan, au bout de vingt ans, l'OTAN a perdu.

#Moderator

Ouais.

#Speaker 1

L'OTAN a perdu face aux talibans, qui étaient armés de fusils et d'engins explosifs improvisés. Et quiconque pense que l'OTAN l'emportera face à la Russie vit dans un monde imaginaire. Je serais donc extrêmement prudent à l'égard de l'OTAN. Mais je dirais aussi qu'il faut être prudent à l'égard de toute relation militaire qui implique une confrontation avec une autre grande puissance. Mon premier réflexe serait de veiller à ne pas me retrouver dans des relations de confrontation. Je chercherais résolument à nouer des relations de coopération, parce que je pense qu'en fin de compte, l'OTAN risque fort d'échouer, et qu'elle échouera sur la question de l'Ukraine.

#Moderator

Alors, monsieur Jeremy, permettez-moi de vous poser une autre question sur l'énergie. Vous avez évoqué ce sujet. Depuis la Seconde Guerre mondiale, l'énergie et le contrôle de ses voies d' acheminement et de sa logistique comptent probablement parmi les principales causes des conflits auxquels nous sommes encore confrontés aujourd'hui. Alors, est-ce vraiment sûr de se trouver sur ces axes ? Je parle, par exemple, des voies d'acheminement de l'énergie depuis la mer Caspienne vers l'Union européenne, mais aussi des échanges commerciaux dans l'autre sens, puisque certaines marchandises européennes sont transportées vers l'Asie centrale, puis plus loin, vers d'autres pays d' Asie. Je veux dire, est-ce toujours sûr de se trouver sur ces axes ? Parce que nous voyons ce qui se passe en Iran. Nous voyons ce qui s'est passé au Venezuela concernant les ressources énergétiques, et aussi en Ukraine. L'Ukraine se trouvait sur la route des approvisionnements énergétiques de la Russie vers l'Europe. Et le contrôle de ces voies d'acheminement était probablement l'un des motifs de ce conflit.

#Speaker 1

Je pense que c'est sans risque, à condition de mener la bonne politique étrangère. Je veux dire, il est dans votre intérêt comme dans celui de l'Azerbaïdjan d'entretenir de bonnes relations. Oui, tout à fait. Et c'est très important pour les deux pays. Mais au bout du compte, sans énergie, tout le reste s' effondre. Et l'Europe en souffre. L'Europe a imposé des sanctions à la Russie, que j'appelle des sanctions boomerang, parce qu'elles font plus de mal à l'Europe qu'à la Russie. Donc, je voudrais une économie dont les sources d'approvisionnement en énergie soient diversifiées.

Mais je penserais aussi au fait de se trouver sur un axe de passage… Ou, en plus de l'image du pont, celle d'un carrefour est peut-être une autre façon d'envisager votre situation. C'est une position qui peut être très favorable, si vous parvenez à trouver le bon équilibre et à rester à l'écart des affrontements entre grandes puissances. Je dirais qu'il est plus important de rester à l'écart de ces affrontements que de s'inquiéter de se trouver sur un axe par lequel l'énergie est acheminée ou transportée.

#Moderator

Merci beaucoup. Je reviendrai sur les perspectives qui s'offrent à la Géorgie dans la deuxième partie de notre table ronde. Monsieur Johnson, ma question porte donc sur ce sujet. J'ai évoqué le fait que le conflit en Ukraine oppose la neutralité à l'adhésion à une alliance militaire. C'est probablement l' une des principales raisons de ce conflit. Et la Russie a exigé à plusieurs reprises la neutralité de l' Ukraine. Même dans le cas de la Géorgie, les représentants russes réclamaient déjà un statut de neutralité pour le pays en deux mille sept et deux mille huit. Dans ce conflit, l'idée de neutralité est donc assez diabolisée par les médias et les responsables politiques occidentaux, qui affirment qu'il s' agit d'un discours prorusse, et ainsi de suite.

Et ça empêche aussi toute discussion sur la neutralité dans des pays comme la Géorgie. Par exemple, en Ukraine, ce débat a été très sérieusement restreint à partir de deux mille vingt-deux. Les gens qui disaient qu'on devrait adopter un statut de neutralité étaient considérés comme totalement prorusses, malgré la possibilité d'un traité à Istanbul, et ainsi de suite. Cette idée a donc aussi été fortement diabolisée en Ukraine. Comment peut-on résoudre ce problème ? Comment aborder la question de l'orientation de la politique étrangère qui pourrait servir les intérêts d'un petit pays ? Je veux dire, comment faire face à ce genre d'intimidation visant l'une des solutions possibles ?

#Larry Johnson

D'abord, permettez-moi d'abonder dans le sens de la réponse sur le thème « CIA un jour, CIA toujours ». On m'a aussi accusé d'être une marionnette de Poutine. Alors je vais l'avouer aujourd'hui : j'entretiens avec Vladimir Poutine exactement les mêmes rapports qu'avec la CIA, c'est-à-dire absolument aucun. Donc ni l'un ni l'autre ne me verse de salaire. Ce que je vais dire peut sembler paradoxal dans une conférence consacrée à la neutralité, mais la réalité, aujourd'hui, c'est que la Géorgie ne peut plus se permettre d'être neutre. Il faut faire un choix. Allez-vous être la pute de l' Occident, autrement dit, l'esclave du pétrodollar ? Ou allez-vous rejoindre ce monde qu'on appelle multipolaire ? Je pense que le terme « multinodal » serait plus juste, parce qu'il s'agit en réalité d'un nouveau réseau, disons, neuronal, dans lequel aucun pôle ne domine à lui seul.

Mais malgré tout, si la Géorgie veut devenir une puissance économique à part entière — et là, on va me dire : « Enfin, c'est contre-intuitif. Nous sommes si petits. Comment pourrions-nous être une puissance économique ? » — eh bien, tant que vous restez liés au pétrodollar, vous êtes la pute des États-Unis. Ils vont vous dire quoi faire. Ils vont vous dire qui vous pouvez fréquenter. Ils vont vous dire auprès de qui vous pouvez acheter. Ils vont vous dire quelle banque vous pouvez utiliser. Vous savez, à un moment donné, les gens qui se retrouvent dans ce genre de relation — je ne parlerais même pas de codépendance, c'est une dépendance totale — vont se lever et dire : « J'en ai assez. Vous n'allez plus me dicter ma conduite. »

L'un des avantages de ce qui se met en place, avec la Russie et la Chine en tête dans la création des BRICS et les efforts pour bâtir une nouvelle superstructure financière mondiale alternative, c'est qu' aucun pays ne pourra dicter aux autres ce qu'ils peuvent ou ne peuvent pas faire. Et c'est là que ça peut sembler paradoxal : il faut faire un choix, mais en faisant ce choix, on se donne les moyens de rester neutre. On n'est pas obligé de choisir en disant : « Je vais m'aligner uniquement sur vous », ou : « Je vais m'aligner uniquement sur vous. » En revanche, je vais me mettre dans une position où je dispose d'une certaine liberté financière et d'une certaine indépendance financière.

Voilà donc la leçon à tirer de l'Ukraine. Et je dirais même, plus largement, que c'est la leçon du Panama et de Manuel Noriega. C'est la leçon de la Libye avec Mouammar Kadhafi. C'est la leçon de l' Irak avec Saddam Hussein. Tous les trois ont été, à un moment donné, des clients de mon ancienne

organisation, la Central Intelligence Agency. Et on leur avait fait certaines promesses : « On vous couvre. » Puis ils ont découvert que, eh bien, cette expression, « On vous couvre », ça ressemble plutôt à une scène de viol en prison. D'accord ? Et là, vous vous dites : « C'est quand même très dur de dire ça. » Mais c'est la réalité. Manuel Noriega a fini en prison.

Mouammar Kadhafi a fini violé et assassiné après avoir renoncé à ses armes de destruction massive, parce que les États-Unis lui avaient dit : « Renoncez-y, et on vous soutiendra. On vous protégera. » Et Saddam Hussein, ce sont les États-Unis qui lui ont fourni les armes chimiques que nous avons ensuite prétendu chercher. C'est nous qui lui avons fourni ces foutues armes chimiques, et après, nous l'avons accusé d'être un hors-la-loi. Et lui, il avait fait confiance aux États-Unis pendant huit ans. Ils l'ont encouragé : « Tant que vous y êtes, attaquez l'Iran. » Ce que je veux dire est donc très simple. Oui, la Géorgie devrait être neutre. Mais pour parvenir à cette neutralité, il va falloir faire un choix : rester esclave du pétrodollar, ou vous ouvrir de manière à gagner une certaine liberté financière et à maîtriser votre propre monnaie.

#Moderator

Mais restons avec vous. Comment vous y prenez-vous ? Parce que s'affranchir du pétrodollar, s' affranchir du système du dollar, c'est très difficile, même pour de grands pays comme la Russie et la Chine. Même les BRICS n'ont toujours pas réussi à proposer d'alternative au système financier et au système du dollar mis en place par les États-Unis. Comment la Géorgie pourrait-elle y parvenir ?

#Larry Johnson

Je ne dis pas que c'est facile, mais tout commence par la décision de dire : « Voilà ce qu'on va faire. On va commencer à nouer des relations bancaires plus étroites avec la Chine, par exemple. » Après tout, à l'heure actuelle, six des dix plus grandes banques du monde sont chinoises. Donc, en nouant des relations bancaires avec la Chine et en ouvrant un dialogue diplomatique avec elle pour lui dire : « Écoutez, à l'avenir, nous voulons effectuer des transactions dans notre monnaie et en yuans », on peut contourner le système du dollar. On n'a plus besoin d'aller sur le marché mondial pour acheter des dollars avec sa propre monnaie afin d'effectuer ces transactions financières.

Vous savez, en ce moment, vous êtes pris entre deux feux, parce qu'une part importante de vos relations économiques se fait avec la Russie. Ça, c'est gérable. La Russie dira : « D'accord, on s' organisera dans le cadre des BRICS, en faisant nos échanges en roubles et en monnaie géorgienne. » Avec l'Union européenne, c'est un autre problème. Mais c'est un choix. Je ne peux pas faire ce choix à la place de la Géorgie. Et je ne vais pas venir ici vous dire : « Voilà ce que vous devez faire. » Je dis simplement que, si vous tenez à la neutralité, cette neutralité doit en partie commencer, même si ça paraît paradoxal, par un choix de votre part. Allons-nous rester esclaves de ce système économique fondé sur le pétrodollar ? Ou allons-nous nous orienter vers un système où notre propre monnaie et nos propres ressources nous donneront la liberté financière ?

#Pascal

Salut tout le monde, Autumn Spirit est là, et on vient de lancer nos nouveaux produits dérivés. Par exemple, le monstre de notre Kill for Symposium débarque sur des t-shirts, des gobelets isothermes et des magnets. Il est vraiment mignon, ce petit bonhomme. Allez jeter un œil. Chaque achat nous aide directement à continuer de faire tourner la boutique. Alors un grand merci, et à très bientôt.

#Moderator

Merci, monsieur.

#Moderator

Alors, monsieur Linden.

#Moderator

Permettez-moi de vous poser cette question. Vous avez évoqué le cas de la Finlande, qui a rejoint l' OTAN après le début de la guerre en Ukraine. Mais ce que je voudrais vous demander, c'est ceci : êtes-vous optimiste après l'appel du président Stubb et du Premier ministre Støre au président Poutine pour discuter des relations bilatérales ? Selon le communiqué officiel de la présidence finlandaise, ils ont bien sûr exprimé leur soutien à l'Ukraine, mais ils ont ensuite commencé à dire qu' ils représentaient leurs pays, et non l'Europe.

Ils se démarquaient de la politique européenne. Et ils se démarquaient aussi de la partie sud de la mer Baltique. Ils disaient se préoccuper de la stabilité dans le nord de la mer Baltique. Ils ont donc commencé à parler de leurs propres problèmes plutôt que des problèmes généraux des relations entre l'Union européenne et la Russie. Est-ce que cela nous donne des raisons d'espérer que la Finlande, par exemple, pourrait, d'une manière ou d'une autre, revenir un jour à la neutralité ? Parce que c'est vraiment très problématique pour eux d'avoir une aussi longue frontière avec la Russie, comme c'est notre cas. Et c'est un immense voisin que vous avez là.

#Speaker 2

Merci. Je suis plutôt optimiste : je pense qu'un jour, la Finlande pourrait retrouver la voie de la neutralité. Et peut-être que les réalités géopolitiques l'obligeront à emprunter cette voie. Mais malheureusement, à mon avis, cela n'a rien à voir avec l'appel du président finlandais, Alexander Stubb, au président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine. Alexander Stubb est un mondialiste libéral et, tout au long de sa carrière politique, il a toujours suivi la ligne officielle des États-Unis en matière de politique étrangère et de sécurité. À ma connaissance, Alexander Stubb ne s'est opposé à l'adhésion de la Finlande à l'OTAN que pendant trois semaines au cours de toute sa carrière politique.

Et c'était en mars deux mille vingt-deux. Cela coïncidait avec la position du président américain, Joe Biden, qui estimait qu'il y avait un risque que la guerre en Ukraine s'étende à d'autres pays et que l' OTAN ne devait pas accueillir de nouveaux membres. Il suit donc toujours la ligne américaine. Et selon moi, en appelant Poutine, Stubb voulait faire plaisir au président américain, Donald Trump, et aider à organiser les négociations de paix aux Émirats arabes unis. Et je crains qu'au vu des résultats des élections de mi-mandat aux États-Unis, Alexander Stubb ait déjà changé de position et soit désormais favorable à une escalade accrue en Ukraine. Nous verrons bien, mais c'est ma ferme conviction.

#Moderator

Mais que pouvez-vous nous dire de la société finlandaise ? Je veux dire, avez-vous des sondages ? Avez-vous, je ne sais pas, des données qui permettraient d'évaluer si la population est plutôt favorable à l'OTAN ou plutôt à la neutralité, et ainsi de suite ? Parce que, si j'ai bien compris ce que vous avez dit lors de la toute première table ronde, l'adhésion de la Finlande à l'OTAN aurait des conséquences importantes.

#Speaker 2

Je dois vous rappeler que, juste avant le déclenchement de la guerre en Ukraine, en février deux mille vingt-deux, près de quatre-vingts pour cent des Finlandais étaient opposés à l'adhésion de la Finlande à l'OTAN. Et quelques mois à peine après le début de la guerre en Ukraine, la situation s' était complètement inversée. Entre soixante-dix et quatre-vingts pour cent des Finlandais étaient favorables à l'adhésion de la Finlande à l'OTAN. Le début de la guerre en Ukraine s'est accompagné d'une énorme campagne de désinformation et de propagande menée par les grands médias finlandais, qui ont fait de l'identité occidentale une arme. Ils voulaient faire passer le message que, pour être un bon Européen, un bon Occidental, il fallait adhérer à toutes ces institutions du monde unipolaire. Et ils ont évité d'aborder les causes géopolitiques profondes du conflit en Ukraine, et ainsi de suite. À l'heure actuelle, le soutien à l'OTAN a un peu diminué, mais si je me souviens bien des résultats des sondages, il se situe toujours autour de soixante pour cent.

Mais cette propagande et cette désinformation des grands médias ont notamment consisté à donner l'impression qu'on vit toujours dans un monde unipolaire et qu'en adhérant à l'OTAN, la Finlande peut faire tout ce qu'elle veut. Qu'elle peut provoquer comme bon lui semble la grande puissance voisine, et qu'au bout du compte, l'oncle Sam viendra la sauver si elle se retrouve en difficulté. Mais ce qu'on constate aujourd'hui, et ce dont on discute aux États-Unis depuis le premier mandat de Barack Obama, c'est que les États-Unis ne considèrent plus l'Europe comme la région la plus importante du monde. Ils doivent concentrer leurs troupes en Asie de l'Est, mais aussi au Moyen-Orient. En ce moment, ils ont des difficultés et ils retirent leurs troupes. Donc, d'une certaine manière, les Finlandais ont été trahis par notre classe politique, qui leur avait promis que les États-Unis viendraient à leur secours, parce que ce n'est pas ce qui se passe. Voilà, c'est donc la situation en Finlande en ce moment.

#Moderator

Merci. Merci beaucoup. Monsieur Levan, j'ai une question. Notre pays compte deux régions occupées. À mon sens, aspirer à rejoindre l'OTAN, c'est s'engager dans un conflit sans fin avec le pays avec lequel nous partageons notre plus longue frontière. Cela me paraît évident, surtout au vu de ce qui se passe en Ukraine. D'un autre côté, cette aspiration est inscrite dans notre Constitution, comme je l'ai dit au tout début. Alors, quelle est votre position sur ce sujet ? Quelle est la solution pour nous ? Et dans quelle mesure la neutralité est-elle envisageable, selon vous ? Je vous en prie.

#Speaker 3

Merci beaucoup. Tout d'abord, je tiens à remercier les membres de notre panel. C'est un très grand plaisir pour moi d'être ici avec vous. Permettez-moi aussi de dire quelques mots. Pourquoi notre parti politique pense-t-il ainsi ? Comment pouvons-nous atteindre notre objectif principal ? Vous savez, en deux mille vingt-huit, nous avons des élections et, bien sûr, en tant que parti politique, nous voulons remporter des sièges au Parlement. Mais l'essentiel de notre stratégie et de notre tactique, c'est de dire à la société la vérité sur ce qui se passe dans le monde et sur les perspectives réelles d'adhésion de la Géorgie à l'OTAN ou à l'Union européenne. C'est très important. Bien sûr, vous pouvez vous dire que c'est la position d'un parti politique. Oui, c'est bien le cas.

Mais nous espérons qu'avec cette position, nous atteindrons notre objectif. Commençons par l'idée d' adhérer à l'OTAN. L'idée d'une adhésion de la Géorgie à l'OTAN n'a jamais été réaliste, et c'est la vérité. On nous la promet depuis longtemps, et de plus en plus de gens ne croient plus à l' intégration euro-atlantique. Seuls quelques petits groupes la soutiennent encore, surtout parce qu'ils ne comprennent pas pleinement ce qu'est réellement l'Alliance atlantique, ni les obligations et les défis qu'elle impliquerait pour notre pays. Il y a un véritable dilemme auquel nous devons faire face. Est-il bon pour la Géorgie d'adhérer à l'OTAN alors que vingt pour cent de son territoire est occupé ? D'un côté, cette adhésion pourrait entraîner un conflit direct et nous engager dans une guerre avec la Russie.

Et d'un autre côté, adhérer sans l'Abkhazie et la région de Tskhinvali, cela revient, au fond, à perdre ces territoires pour toujours et à accepter leur annexion. Au-delà de cela, une autre question majeure se pose : l'OTAN souhaite-t-elle, elle aussi, que la Géorgie la rejoigne ? À l'heure actuelle, il est quasiment impossible que tous les membres de l'OTAN s'accordent pour accepter la Géorgie. L' expérience tragique de l'Ukraine montre clairement ce qui se passe lorsqu'un pays suit les ordres de forces extérieures et agit en fonction d'intérêts étrangers. L'objectif principal de la Géorgie est d' éviter de devenir un champ de bataille géopolitique pour les grandes puissances mondiales. Notre objectif devrait plutôt être de faire de la Géorgie un pôle de stabilité politique, de paix durable et de croissance économique. Voilà ma réponse, en quelques mots.

#Moderator

Alors, avez-vous des idées concernant l'article 78 ? Comment peut-on résoudre ce problème ? Avez-vous une vision de la manière de l'aborder ?

#Speaker 3

Vous savez quoi ? Quand la décision a été prise d'inscrire cet article dans la Constitution, le monde était complètement différent, et la situation aussi. Et c'était vraiment il y a très longtemps. Aujourd' hui, la situation a changé. Nous devons être réalistes et regarder ce qui se passe dans le monde, autour de nous et dans la région. Et nous devons réfléchir à la manière de développer notre pays. Qu'est-ce qui est important pour notre pays ? Est-ce réaliste d'adhérer à l'OTAN et à l'Union européenne ? Il est clair que non. Mais que devons-nous faire pour améliorer la situation de notre pays ? Je pense vraiment que la réponse, c'est la neutralité.

Parce qu'alors, nous aurons une vraie chance de ne pas nous plier aux diktats des acteurs mondiaux et des pays puissants. Nous aurons la possibilité de décider nous-mêmes de ce dont notre pays a besoin et de ce qui sera le mieux pour lui. Et enfin, nous aurons une vraie chance de défendre nos intérêts nationaux. C'est pourquoi nous devons réfléchir à la manière de modifier cet article. Cet article a été rédigé par des êtres humains, et des êtres humains peuvent aussi le modifier.

#Moderator

Merci beaucoup. D'ailleurs, je vais en profiter pour poser à Monsieur Linden une question de notre public. Elle porte elle aussi sur l'article 78. Vous savez probablement de quoi il s'agit, et Monsieur Levan l'a déjà expliqué. Je vais lire la dernière partie de cette question, car elle apporte quelques éléments de contexte sur cet article. Enfin, selon vous, quelles mesures pourraient être prises pour supprimer cet article de la Constitution, et quel serait le meilleur moment pour le faire ?

#Speaker 2

Sans trop connaître votre droit constitutionnel, je pense que les forces politiques qui prônent la neutralité doivent simplement plaider pour la suppression de cet article de la Constitution et mener une campagne très active en ce sens. Mais, d'un point de vue juridique et politique, je ne vois pas non plus de réelle urgence. Parce que si les forces politiques au pouvoir en Géorgie sont favorables à la neutralité, elles peuvent tout simplement geler la situation et ne prendre aucune mesure pour atteindre l'objectif fixé par cet article. Et les forces politiques favorables à la neutralité peuvent simplement attendre leur heure, à mon avis.

#Moderator

Merci. Merci beaucoup, Monsieur Lindner. Alors, messieurs, j'aimerais parler de manière générale de la possibilité d'une neutralité pour la Géorgie, en tant que pays, comme solution. Mais avant tout, j' aimerais rappeler brièvement le contexte de notre pays et de la région où nous vivons, tel que je le

comprends. J'ai déjà dit que nous traversons une période de transition de l'unipolarité vers la multipolarité, et nous étions d'accord sur ce point. Certains disent que cela pourrait prendre la forme de macro-régions, chacune ayant son propre centre de gravité, et ainsi de suite. Beaucoup de gens considèrent donc que le Caucase — le Caucase du Sud et le Caucase dans son ensemble — est, en quelque sorte, en train de s'intégrer à une macro-région comprenant l'Asie centrale, la mer Caspienne, la mer Noire, la partie orientale de la mer Noire, et ainsi de suite.

Et là, on voit que trois grandes puissances — la Russie, la Turquie et l'Iran — sont en concurrence. Ces pays se font contrepoids dans notre pays. Les États-Unis ont eux aussi des intérêts dans notre région. La Chine y a les siens, et ainsi de suite. Alors, dans quelle mesure la neutralité pourrait-elle être une option pour un petit pays comme la Géorgie, face à ces grands acteurs ? Même si la Russie exige la neutralité, les grandes puissances demandent toujours aux petits pays de choisir un camp dans leur rivalité. D'un côté, comment pouvons-nous survivre à ces pressions pour choisir un camp ? Et de l'autre, comment pouvons-nous faire avancer notre démarche vers la neutralité ? Monsieur Gemini, je vous en prie.

#Speaker 1

Oui, je pense que c'est une très bonne question. Je pense que le danger, c'est de choisir un camp. Je ne saurais être plus catégorique : choisir un camp est une mauvaise idée, surtout un camp géopolitique dans une période de tensions géopolitiques entre les grandes puissances.

#Moderator

Oui, comme on le voit en Ukraine, par exemple.

#Speaker 1

Oui, enfin, si vous voulez voir ce que donne l'option qui consiste à n'être ni membre de l'OTAN ni neutre, il suffit de regarder l'Ukraine. L'Ukraine n'est pas un État en déliquescence. C'est un État failli. Son économie est détruite. Je me demande si elle s'en remettra un jour. Je peux imaginer que la Novorossiya s'en remettra, mais pour le reste de l'Ukraine, je m'interroge, parce que qui, en Europe, a les moyens de payer sa reconstruction ? Donc, sur le plan émotionnel, ce n'est pas une situation enviable. Mais, sur le plan stratégique, vous vivez une période intéressante. Nous vivons tous une période intéressante. Et je pense que ce qu'il faut ici, c'est une réflexion stratégique vraiment claire. Ce que je dis souvent à propos de l'Occident, c'est que, quand on regarde la guerre OTAN-Ukraine, les opérations occidentales sont guidées par un récit politique, tandis que les opérations russes sont guidées par une stratégie militaire.

Et la stratégie militaire porte ses fruits, parce qu'elle a été mûrement réfléchie. Je ne vais pas vous la détailler, mais j'en ai une idée assez claire. Et le problème du discours politique, c'est qu'il est très fébrile et qu'il change. Vous savez, il change sans arrêt. Les objectifs changent, et ça dépend du

climat politique. Une chose est claire, en revanche : les États-Unis se désengagent de l'Europe. Ils attendent de l'Europe qu'elle assume elle-même ses dépenses. Donc, je partirais du principe que la relation avec les États-Unis restera importante, mais qu'il existe d'autres relations tout aussi importantes, notamment avec la Russie, bien sûr.

C'est une évidence, mais il est important de bien le comprendre. Je pense donc que ce qu'il faut vraiment, c'est une analyse stratégique très claire. Une analyse menée avec la tête, et non avec le cœur. Il faut raisonner en termes stratégiques plutôt qu'idéologiques. Et il faut mettre l'idéologie de côté, parce qu'en fin de compte, votre sécurité nationale en dépendra. Cela dit, je pense qu'il y a des possibilités à saisir. Je regarde le modèle de l'Azerbaïdjan, qui repose sur une forme d'autonomie stratégique et une ouverture dans plusieurs directions. C'est encourageant. Ce n'est pas encore de la neutralité. Est-ce que cela le deviendra ? Je ne sais pas. Et je ne dirais pas qu'il faut passer à la neutralité d'un seul coup.

Mais comme objectif à atteindre, je pense que ce serait une bonne chose d'y travailler. Je pense aussi que nous verrons bientôt la fin de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, parce qu'il me semble que l'Ukraine est proche de la défaite. Et à ce stade, dans une période d'après-guerre qui sera très difficile, la seule option pour l'Ukraine sera la neutralité. Il n'y a aucune chance que l'Ukraine obtienne des garanties de sécurité. Les Européens sont trop faibles pour les lui fournir, et les Américains ne veulent pas le faire. La neutralité est donc sa seule option. Il vaut bien mieux parvenir à la neutralité dès maintenant que de voir tout son État détruit pour des enjeux géopolitiques plus vastes auxquels on ne veut vraiment pas être mêlé.

#Moderator

Merci beaucoup, Madame Jeremy. Alors, Madame Johnson, au fond, la même question, mais formulée autrement : la neutralité suppose une forme de reconnaissance et des garanties de sécurité de la part des grandes puissances voisines qui ont des intérêts sur ce territoire. Donc, en laissant de côté les États-Unis et la Chine pour le moment, dans quelle mesure la Russie, la Turquie et l'Iran pourraient-ils s'entendre sur un statut de neutralité pour les pays du Caucase du Sud ? Selon vous, qu'il s'agisse de l'Arménie ou de la Géorgie… Enfin, le Caucase du Sud a été un terrain de rivalité entre ces puissances. Dans quelle mesure pourraient-elles s'accorder sur la neutralité de l' un ou l'autre de ces petits États de la région ?

#Larry Johnson

Désolé pour ça. Je voudrais revenir sur ce que Steve a dit : réfléchir avec sa tête, pas avec son cœur. La Géorgie doit se poser une question : pourquoi les États-Unis veulent-ils entretenir une relation avec vous ? Enfin, ce n'est pas comme si vous aviez une abondance de ressources naturelles dont les États-Unis auraient besoin. Alors, les Géorgiens sont des gens charmants. Votre cuisine est excellente. Mais rien ne vous rend uniques au point que les États-Unis doivent absolument entretenir cette relation. Et pourtant, ils vous traitent comme si vous étiez la seule femme sur une île déserte,

avec une centaine d'hommes à vos trousses, qui veulent tous nouer cette relation avec vous. Et permettez-moi de vous dire qu'ils vont se servir de vous comme ils se sont servis de l'Ukraine. Et l'Ukraine en a payé le prix fort : au moins un million et demi d'hommes morts. Au moins. Et c'est probablement davantage.

Et dans quel but ? Les États-Unis veulent se servir de la Géorgie pour une raison toute simple : comme d'un bélier pour tenter de détruire la Russie. Alors vous demandez : mais pourquoi la Géorgie devrait-elle entretenir des relations avec la Russie ? Oh, je ne sais pas… Il y avait un certain Joseph Staline, qui était justement originaire de Géorgie. Il me semble qu'il a joué un rôle assez important dans l'histoire de l'Union soviétique. Il y a donc des liens naturels dont il faut tenir compte. Il faut composer avec les Turcs. Vous avez eu affaire pendant des années à ce qu'on appelait l'Empire ottoman. Les Russes ont des liens naturels avec vous. Mon Dieu, le nombre de Russes qui ont épousé des Géorgiennes ! Et vous savez, si vous voulez bien manger en Russie, allez chez l'un de ces hommes, parce que leurs femmes préparent un incroyable festin géorgien.

Et c'est pareil avec l'Iran. Ils sont dans le voisinage. Donc, cette notion de neutralité, ce n'est pas vraiment chercher à se laisser entraîner dans ces autres conflits. Il faut prendre du recul et réfléchir avec sa tête. Où sont nos intérêts nationaux, à nous, les Géorgiens ? Nous voulons avoir de bonnes relations avec la Russie. Nous voulons avoir de bonnes relations avec la Turquie. Nous voulons avoir de bonnes relations avec l'Iran. Ce serait bien d'avoir des relations avec les États-Unis, mais il faut comprendre que les États-Unis n'abordent pas les choses en ayant vos intérêts à cœur. Les États-Unis voient uniquement les choses sous cet angle : « Qu'est-ce que ça va nous rapporter, et comment peut-on se servir de vous ? » C'est donc là-dessus que je reviens. Je pense que Steve a vu tout à fait juste. Réfléchissez avec votre tête, pas avec votre cœur.

#Moderator

Alors merci. Merci beaucoup. Je suis bien d'accord avec vous deux sur ces questions. Et je pense même que ces trois pays pourraient vraiment avoir tout intérêt à ce que la Géorgie, l'Arménie, mais aussi l'Azerbaïdjan aient un statut de neutralité. Parce que, quels que soient les deux pays que l'on considère — la Russie et l'Iran, la Russie et la Turquie, ou la Turquie et l'Iran —, ils s'opposent à ce que le troisième exerce une influence exclusive dans la région. Leur intérêt à se faire mutuellement contrepoids est donc vraiment un argument en faveur de la neutralité de ces pays situés entre ces trois grandes puissances.

Alors, Monsieur Linden, j'aimerais vous demander, sous différents angles, dans quelle mesure l'OTAN est efficace en tant que moyen de défense. Je vous pose cette question parce que nous observons ce qui se passe en Ukraine, et je pense vraiment que l'article cinq de l'OTAN s'applique en Ukraine, puisque cet article n'exige pas que tous les États membres envoient des troupes dans le conflit. L'article cinq de l'OTAN impose une forme d'aide, donc ils font tout ce qu'ils peuvent pour l'Ukraine. Ils envoient de l'argent, ils transmettent des renseignements, ils envoient même des troupes, d'une manière ou d'une autre, ainsi que du matériel militaire et tout le reste. Alors, qu'est-ce qui serait

différent si, en théorie, des conflits éclataient sur le territoire de l'OTAN, en Finlande ou dans les États baltes ? Qu'est-ce qui changerait ? Dans quelle mesure l'OTAN pourrait-elle être plus efficace qu'elle ne l'est en Ukraine ?

#Speaker 2

Je pense que la dissuasion de l'OTAN, lorsqu'il s'agit de défendre la Finlande, est inefficace. La classe politique finlandaise, nos responsables de la politique étrangère et de sécurité, ont déclaré, au moment de demander l'adhésion à l'OTAN, que nous étions dans une situation d'insécurité et que c' était pour cela que nous devions rejoindre l'Alliance. Or, la Finlande était déjà membre de l'Union européenne à l'époque. La seule différence que l'adhésion à l'OTAN a apportée à la Finlande, c'est donc l'implication des États-Unis. Mais, comme je l'ai déjà dit, les intérêts des États-Unis ne se trouvent plus en Europe, mais principalement en Asie de l'Est et sur le continent américain.

Les armées de tous les pays européens membres de l'OTAN sont assez faibles. Et surtout, sachant qu'elles devraient déployer leurs troupes sur le territoire finlandais, c'est presque techniquement impossible. Mais ce que l'OTAN peut faire pour la Finlande — et c'est très négatif —, c'est commencer à déployer des infrastructures militaires sur le territoire finlandais, parce que la Finlande se trouve à proximité de deux des trois centres les plus stratégiques de la Russie : Mourmansk et Saint-Pétersbourg. Donc, à un moment donné, si les puissances occidentales renforcent leur dispositif de dissuasion en Finlande, cela pourrait contraindre la Russie à…

#Speaker 2

réorganiser son dispositif de dissuasion en ce qui concerne le territoire finlandais.

#Moderator

Merci. Merci beaucoup. Excusez-moi, je reçois des questions sur mon téléphone via notre code QR, c' est pour ça que je le regarde. Mais juste une question. C'est un sujet un peu technique, mais très important. Comment pourrait-on bâtir notre structure de défense et notre architecture de sécurité dans le cadre de la neutralité ? Quel est votre point de vue ?

#Speaker 3

Encore une fois, quand on parle du statut de neutralité, beaucoup de ceux qui cherchent à nous contredire pensent que cela signifie automatiquement ne pas avoir d'armée ni de système de défense d'aucune sorte.

#Speaker 2

Bien sûr, ce n'est pas vrai.

#Speaker 3

Tout État, tout pays a le droit d'avoir son propre système de défense et de bâtir sa propre architecture de sécurité et de défense. Alors, si vous me le permettez, j'ai bien sûr beaucoup réfléchi au type de système que nous devrions avoir, et j'ai couché quelques notes sur le papier. Tout cela est ouvert à la discussion. Je serais ravi d'entendre des arguments à ce sujet. C'est, disons, un point de départ. Mais avant tout, je peux vous assurer que la Géorgie a absolument besoin d'une armée, qu'elle soit un pays neutre ou non. Il y a toutefois certaines différences. Le concept de neutralité signifie, avant tout, refuser de rejoindre des blocs militaires, tout en développant un système de défense nationale solide.

Par cette approche, la Géorgie cherche à éviter de se laisser entraîner dans des conflits géopolitiques et à protéger sa souveraineté. La stratégie du pays vise à préserver sa liberté et à mener une politique pragmatique. Sur le plan militaire, une stratégie efficace consiste à renforcer ses capacités de défense au point de rendre le coût militaire, financier et politique d'une attaque inacceptable pour tout agresseur potentiel. Cette approche est un puissant moyen de prévenir la guerre et de préserver la paix.

Face aux menaces hybrides modernes, la défense globale repose sur trois grandes composantes. La défense militaire comprend le développement de forces de réaction rapide, la mise en place de systèmes de défense aérienne et côtière, ainsi que la maîtrise des dernières technologies de lutte antidrones et de guerre électronique. La défense civile implique de préparer la population aux crises, de développer les infrastructures d'abri, d'assurer la cybersécurité et de protéger les installations énergétiques et logistiques vitales. Le système de réserve consiste à constituer une réserve universelle qui renforce la résilience de la société, accroît le sens des responsabilités civiques et fait rempart à la guerre de l'information.

#Moderator

Merci beaucoup, Batono Levan.

#Speaker 3

Et ce qui est aussi très important, c'est que la capacité de défense nationale est étroitement liée à la puissance économique. Investir dans le secteur de la défense, soutenir l'industrie militaire locale et innover sont autant de moyens de stimuler l'économie et de créer des emplois. Il est également important de diversifier les routes commerciales et d'exploiter le potentiel énergétique. Dans un cadre de neutralité, le rôle géoéconomique de la Géorgie se renforce lui aussi, et le pays devient une plateforme de transit et de logistique neutre et sûre. Ce facteur donne aux acteurs mondiaux un intérêt pragmatique à la stabilité de la Géorgie. La neutralité ouvre aussi la voie à une diplomatie constructive et à un État démocratique protégé et économiquement fort, tout en créant les conditions permettant à la Géorgie de recouvrer ses territoires par le dialogue.

Notre juridiction ne s'applique pas là-bas. Cela devient naturellement attrayant pour la population qui vit au-delà de la ligne d'occupation. Garantir le bien-être et la sécurité est le moyen le plus efficace de rétablir la confiance. Autre point essentiel : ne rejoindre aucun bloc militaire nous donne la possibilité d'entretenir des relations et de coopérer avec n'importe quel pays. Ne pas adhérer à l' OTAN ne signifie pas que nous ne pouvons pas avoir de relations avec l'OTAN ou avec d'autres pays. Mais, encore une fois, ces relations doivent reposer sur nos propres intérêts, nos intérêts nationaux. Merci.

#Moderator

Merci. Merci beaucoup. Monsieur Johnson, une question du public vous est adressée. Je vais vous la lire. Dans quelle mesure la mise en œuvre du projet de corridor médian peut-elle réellement aboutir, dans un contexte de confrontation géopolitique croissante entre les États-Unis et la Chine ? Et dans quelle mesure Washington souhaitera-t-il s'assurer une influence directe ou indirecte sur cet axe de transit ? La première partie, c'est : dans quelle mesure la mise en œuvre du projet de corridor médian peut-elle réellement aboutir, alors que la confrontation géopolitique entre les États-Unis et la Chine s'intensifie ? Voilà la première partie de la question. Et ensuite, dans quelle mesure Washington souhaitera-t-il s'assurer une influence directe ou indirecte sur cet axe de transit ?

#Larry Johnson

Désolé pour ça. Nous vivons en fait un moment unique dans l'histoire, où de nouvelles possibilités se présentent. La capacité des États-Unis à tenir tête à la Chine diminue, je pense, de jour en jour. Les États-Unis se bercent de l'illusion que nous sommes toujours la première puissance économique mondiale. Pour revenir aux remarques de Steve, au début, sur la financiarisation du PIB par opposition à l'industrialisation, la guerre en Ukraine nous a brutalement rappelé la différence entre les deux. Les États-Unis n'ont plus de missiles PAC-3. Ce sont les missiles tirés par les batteries Patriot. Alors, on se dit : « Il suffit de voter les crédits. On va en acheter d'autres. » Il n'y a qu'un petit problème : la Chine contrôle les terres rares qui servent à fabriquer les aimants utilisés dans le système de guidage du PAC-3, pour l'amener là où il aura, vous savez, peut-être une chance sur dix de toucher un missile balistique en approche.

Et la Chine a dit : « On ne vous en vend plus. » Donc, peu importe les sommes que les États-Unis sont prêts à débourser. Tant que la Chine dispose de cette base industrielle, vous pouvez avoir tous les dollars du monde, ça ne vous permettra pas d'acheter des terres rares. Et si vous vous dites : « Bon, on n'a qu'à investir là-dedans », ce n'est pas comme ça que le monde fonctionne. En ce moment, le Pentagone investit des milliards de dollars pour développer la production de terres rares. Le problème, c'est leur traitement. Il faut des années pour développer ces capacités. Les Chinois l' avaient anticipé, et ils les ont développées. Voilà pourquoi je disais que cela ouvrait des possibilités à la Géorgie. Les États-Unis prétendent être en mesure de faire pression sur vous, mais en réalité, l' indépendance relative de la Chine donne à la Géorgie, je pense, une plus grande marge de

manœuvre pour négocier et dire : « Vous savez quoi ? Vous n'êtes pas les seuls à qui on peut faire les yeux doux. »

#Moderator

Merci beaucoup. Messieurs, je voudrais vous rappeler que nous avons un cinquième intervenant, monsieur Ciprianto, qui nous a fait parvenir une intervention vidéo. Avant de la diffuser, permettez-moi de vous remercier chaleureusement d'être parmi nous, d'être venus dans ce pays et d'avoir partagé avec nous vos réflexions et vos idées. Et bien sûr, je tiens à remercier les organisateurs de m'avoir donné l'occasion d'aborder ces questions avec vous. Merci beaucoup. Et maintenant, lançons la vidéo, s'il vous plaît.

#Moderator

Bonjour, je m'appelle Ristian Adriandi Suprianto. Je suis enseignant en relations internationales à l' Université d'Indonésie. Je suis très heureux de participer à cette conférence et de partager mes réflexions sur la neutralité et sur son importance, non seulement pour la Géorgie, mais aussi pour d' autres pays. Et j'aimerais revenir sur les expériences de l'Asie du Sud-Est, en particulier de mon pays, l'Indonésie, et sur ce qu'elles peuvent apporter à la réflexion de la Géorgie et à sa compréhension de la neutralité. Je pense que votre question comporte plusieurs dimensions. La première, c'est la compétition géopolitique, et même la rivalité, que vous avez évoquée. Je pense que, vous savez, si l'on parle de compétition géopolitique, c'est parce qu'elle se joue à l'échelle mondiale.

Et pourquoi est-ce un problème mondial ? Je pense que c'est à cause du rôle des grandes puissances, y compris des superpuissances, n'est-ce pas ? Voilà donc le premier point. Les grandes puissances ont leurs propres intérêts nationaux, qui s'opposent les uns aux autres. Elles poursuivent leurs propres intérêts nationaux égoïstes, comme le font tous les pays. Mais le deuxième point, et je pense que c'est là que se situe le problème, c'est que la poursuite des intérêts nationaux peut aller à l'encontre du droit international, le bafouer ou le reléguer au second plan. Donc, quand des intérêts nationaux sont incompatibles avec le droit international, on assiste à une déstabilisation à l'échelle internationale et mondiale, n'est-ce pas ? Alors, quelles sont les options pour des pays comme la Géorgie et pour les autres pays dans cette situation ?

Eh bien, la neutralité peut se définir au sens large, mais aussi au sens strict. Encore une fois, l'idée, c' est que, premièrement, la Géorgie ne devrait pas fonder sa politique sur celle des autres pays. Deuxièmement, elle ne devrait pas s'impliquer dans la guerre de quelqu'un d'autre. Donc, dans ce cas, je pense que la Géorgie devrait examiner toutes les options dont elle dispose. Et surtout, je pense que sa priorité, ici, c'est de rester indépendante, n'est-ce pas ? Pour rester indépendante, la Géorgie doit, premièrement, être capable de défendre sa souveraineté. Et deuxièmement, elle doit

faire respecter sa souveraineté par les autres pays. Et je pense que le choix de la neutralité dépend de ces considérations. Dans quelle mesure la neutralité contribue-t-elle à assurer, à garantir l' indépendance et la souveraineté de la Géorgie ?

Je pense que lorsque des pays violent le droit international, ils commettent des actes d'agression, y compris contre la Géorgie. Je ne pense pas que la neutralité pour la neutralité soit utile dans ce cas. En revanche, si la Géorgie peut favoriser une coopération et une collaboration internationales plus inclusives, pour faire entendre sa voix et veiller à ce que les autres pays respectent son indépendance et, surtout, sa souveraineté, je pense qu'elle peut y travailler non seulement avec ses voisins immédiats, mais aussi avec d'autres pays au-delà du Caucase. Encore une fois, je pense que la Géorgie dispose de plusieurs options politiques pour collaborer avec des pays du Caucase et d' ailleurs, afin de souligner, en premier lieu, l'importance du droit international.

Et le deuxième point, c'est de dire la vérité aux puissants. Le droit international est conçu pour s' appliquer non seulement aux petits États et aux puissances moyennes, mais aussi pour obliger les grandes puissances à rendre des comptes. La Géorgie, en coopération avec d'autres pays, devrait donc aussi dénoncer les actions des grandes puissances qui pourraient être contraires au droit international. Je pense que les alliances formelles ne sont qu'un moyen parmi d'autres d'assurer sa sécurité. L'une des voies suivies par mon pays, c'est le non-alignement. Cela ne veut pas dire que l' Indonésie reste toujours neutre dans chaque différend ou face à chaque problème international. On ne peut pas être neutre lorsqu'un pays viole le droit international.

Donc, il ne s'agit pas de rester neutre face aux violations du droit international. Mais quand on parle de non-alignement, cela signifie qu'on ne prend pas d'engagements dans le cadre d'une alliance militaire avec un autre pays. Parce qu'une fois qu'on entre dans une alliance, on risque de devoir se plier non seulement à ses propres intérêts, mais aussi à ceux du pays qui dirige cette alliance. C'est donc à la Géorgie d'en décider. Mais je pense que l'essentiel, pour la Géorgie, c'est de rester indépendante. Que cette indépendance soit mieux garantie par des alliances ou par le non-alignement, c'est au peuple géorgien d'en décider. Mais à en juger par ce qui se passe en ce moment, pas seulement en Europe, mais aussi au Moyen-Orient, les alliances ne sont pas toujours le meilleur moyen de préserver sa souveraineté nationale et de défendre son indépendance.

Je pense qu'un mot pertinent, quand on parle de neutralité ou de non-alignement, c'est le pragmatisme. Je pense qu'une politique de non-alignement ou de neutralité doit reposer sur le pragmatisme. C'est votre propre intérêt national qui est en jeu. C'est la priorité, ici. Donc, avec une politique étrangère non alignée ou neutre, vous pouvez évaluer objectivement vos intérêts économiques nationaux. Vous ne faites pas intervenir de considérations politiques ou géopolitiques dans vos décisions économiques, n'est-ce pas ? En revanche, quand vous faites partie d'une alliance, vous devez aussi tenir compte des intérêts de vos alliés. Et cela risque de compromettre votre capacité à défendre vos propres intérêts économiques nationaux. Donc, je pense que ce qui se passe en ce moment, c'est une démondialisation.

Alors, la mondialisation est remise en cause parce que certains pays estiment que leurs intérêts nationaux sont menacés par les politiques économiques d'un autre pays. La priorité, ici, c'est de maximiser l'indépendance nationale, y compris dans l'élaboration des politiques économiques. En adoptant une politique étrangère non alignée, la Géorgie peut donc éviter que ses propres intérêts économiques et sa coopération économique avec d'autres pays ne soient politisés ou soumis à des considérations géopolitiques. Dans le monde globalisé d'aujourd'hui, les chaînes d'approvisionnement sont déjà intégrées à l'échelle de nombreux pays. Avoir une politique économique qui ne soit pas subordonnée à des considérations d'alliance permet donc, je pense, à un pays comme la Géorgie de coopérer et de collaborer avec toutes les parties, n'est-ce pas ? Elle ne fait de discrimination à l' encontre d'aucune partie sur la base de préjugés politiques ou d'intérêts politiques dictés par d' autres pays, n'est-ce pas ?

Voilà pour le premier point. Deuxièmement, je pense que l'Asie du Sud-Est, et surtout mon pays, l' Indonésie, en est un bon exemple, car elle cherche à équilibrer les intérêts de toutes les parties. Elle ne veut mener de politique hostile ou discriminatoire envers aucun pays, y compris la Chine et les États-Unis. Elle fonde donc sa politique à l'égard des États-Unis et de la Chine uniquement sur ses propres intérêts nationaux. Je pense donc que la Géorgie peut, dans une certaine mesure, maintenir ce type de politique. Elle est proche de la Russie, bien sûr. La Russie est peut-être le premier partenaire commercial de la Géorgie, mais celle-ci ne devrait pas limiter ses options à la Russie. Elle doit aussi s'ouvrir à d'autres possibilités avec l'Union européenne, avec la Turquie, avec les pays du continent américain. Je pense donc qu'il est dans l'intérêt de la Géorgie de se ménager le plus d' options possible. Merci.

#Moderator

Merci, monsieur Mark.

#Moderator

Encore une fois, merci beaucoup, messieurs. Nous allons faire une très courte pause avant la dernière table ronde de la journée. Restez avec nous. Merci.